

Compte rendu de l'allocution de Mr Jean -Bernard Pinatel

Je suis effectivement président de la Fédération des Professionnels de l'Intelligence Economique (FEPIE) depuis très peu de temps (15 Janvier 2007) parce qu'avant, et depuis 1994, j'étais un chef d'entreprise qui notamment a développé des outils de veille et d'analyse de l'information. Ce qui me fait plaisir, c'est de rencontrer ici tous les professionnels et tous ceux qui s'intéressent à ce sujet.

Si la politique française en matière d'intelligence économique a démarré en 2003, l'intelligence économique en France a été lancée en 1994 par Henri Martre et un certain nombre de professionnels, qui sont soit d'ailleurs chefs d'entreprise ou formateurs, ont été séduits par ce concept et se sont lancés là-dedans. Ce qui a effectivement, comme l'ont souligné mes prédécesseurs, entraîné une grande réussite mais aussi entraîné des dérives sémantiques et des dérives également dans les pratiques et donc les professionnels sous l'impulsion des pouvoirs publics commençaient à s'intéresser de près à ces pratiques de l'intelligence économique. Ils se sont dits, qu'il faut qu'on s'organise pour être l'interlocuteur tout à fait privilégié des pouvoirs publics. Alors quel est le rôle de cette fédération ? C'est tout simplement essayer d'organiser la profession en approfondissant le contenu concret des différents métiers et notamment des métiers qui font appel à ces outils puisqu'en fait ce concept d'intelligence économique regroupe des métiers qui sont tout à fait nouveaux mais également des métiers anciens comme celui du documentaliste qui connaît une révolution complète. Avec l'apparition de ces nouveaux outils sur lesquels il y a, effectivement, une révolution culturelle à faire également, et en définissant métier par métier les bonnes pratiques et en recentrant ou en essayant de recentrer et de valider les différentes formations qui se sont trop orientées vers les savoirs pour les réorienter vers les savoir faire. Effectivement, on commence à voir énormément de jeunes qui passent par ces formations, mais quand ils arrivent dans les entreprises, on voit qu'ils ont des connaissances très générales et quand on leur dit qu'est ce qu'ils savent faire, ils ne savent pas faire grand chose, donc, on a un gros travail à valider les différentes formations sur place et à pousser les enseignants et les formateurs à faire sortir des jeunes qui sont « utilisables » immédiatement parce que les entreprises veulent prendre des jeunes qui savent faire des choses.

Le plus important s'est de déboucher à terme vers des certifications professionnelles de façon à ce qu'elles soient produites par l'Education Nationale, parce que c'est bien beau d'offrir dans ces formations, si ce n'est pas reconnu par l'Intelligence Economique, c'est difficilement reconnu par les DRH. Il faut également l'appliquer à des « codes APE » c'est un petit peu spécifique.

Il faut qu'on développe également les pratiques de l'intelligence économique dans les PME PMI, parce que là aujourd'hui la moindre PME est soumise à une concurrence mondiale et souvent, je le sais très bien parce que j'étais patron d'une PME- PMI pendant 14 ans, le patron « n'a pas le nez dans le guidon en permanence » et a peu de temps pour justement faire cette veille et donc il y a tout un travail très important d'accompagnement propre de coaching dans le domaine d'intelligence économique ou de mutualisation sectorielle des besoins d'information. Là, il y a un grand travail à faire avec les chambres de commerce avec les pôles de compétitivité, les territoires qui souvent localement, malheureusement, au lieu de travailler ensemble pour des questions de personne, finalement sont en concurrence. Il faut donc leur montrer que l'intérêt national du tissu économique et industriel, et bien est de les mutualiser de façon à ce qu'on puisse mettre des outils. Par exemple en France, en Aquitaine, 250 sous- traitants de l'aéronautique se sont mutualisés pour mettre en place une plateforme de veille mondiale Et enfin, c'est plutôt que ce soit les pouvoirs publics qui donnent un certificat de moralité ou de bonne pratique aux professionnels de l'IE, soit la Fédération qui devient l'organe avaliseur par délégation de service et là on est en discussion avec notre ministère de tutelle avec l'appui, d'ailleurs, de Monsieur Falcone qui en vient...

Je voudrai dire deux mots plus précisément sur le problème du text mining et le problème des outils. Il est tout à fait clair qu'aujourd'hui les outils présentent trois grands types de fonction. C'est la recherche et la collecte de l'information, le monitoring et l'analyse. Les deux premières fonctions qui sont la collecte et le monitoring sont assez maîtrisées, on est comme aujourd'hui quand on achète une voiture, ça fonctionne. Si on vend une formule 1, il y a encore des formules 1 dont le moteur explose. Dans l'analyse, on est dans la formule 1, aujourd'hui, et pourquoi l'analyse est tout à fait importante, parce que effectivement l'information est une information multiple, on l'a vu, et même si vous l'avez trié, catégorisé.etc. Il vous en reste énormément. Il ne vous en reste pas dans votre langue native ou dans l'anglais. Aujourd'hui, le chinois va devenir bientôt la première langue sur Internet et les entreprises chinoises. On le voit bien, vous les voyez arriver chez vous et vont être, peut être, les premiers compétiteurs de demain. Il faut donc pouvoir travailler le chinois, pouvoir travailler l'arabe. On a donc besoin de ces outils multilingues qui sont des outils très complexes. Il y a encore beaucoup de travail à faire et ce sont des choses qui

finalement ne sont plus du domaine de la formule 1. On est donc obligé de faire assez attention dans la mise en place. Là-dessus je voudrais vous donner quelques conseils, la première chose et cela a été souligné, c'est d'évaluer vos besoins, moi j'ai vu en France comme ici, l'appel d'offres de l'administration qui mentionnait :

Module 1 : je veux un outil avec une telle caractéristique ;

Module 2 : je veux qu'on m'aide à évaluer les besoins,

Première chose à faire si vous faites un appel d'offres parce que vous avez mal évalué vos besoins, c'est qu'on évalue vos besoins.

Deuxièmement, ce qui est important c'est qu'il faut tester ces outils, c'est-à-dire ces outils sur le papier c'est toujours très bien mais est ce qu'ils correspondent bien aux besoins.

La deuxième étape c'est de faire un test pendant 6 mois avant de vous engager plus longuement et l'administration n'aime pas cela. Elle aime faire un paquet cadeau, et même les entreprises n'aiment pas faire un appel d'offres et ne pas tester avant d'acheter, donc dès qu'on arrive aux outils aussi pointus il faut tester, autrement on risque d'être déçus.

Troisièmement, ce que je voulais vous dire pour les administrations, il faut choisir ce qu'on appelle le mode ASP sur ces outils, c'est-à-dire plutôt que de les installer. Pourquoi ? Parce que ce sont des outils très finement paramétrables et qui demandent aux administrateurs de ces outils de vraies connaissances linguistiques et sémantiques, et dans les administrations une fois qu'on a quelqu'un qui est formé et bien c'est le privé qui le « pique », j'ai très bien connu cela, c'était l'époque du développement de la vidéo très très pointue. J'avais des gens très formés, l'administration en générale paye la formation et, après dès qu'ils sont très bien formés, ils partaient dans les boîtes de pub, cela va être un problème énorme pour les administrations françaises et c'est la même chose pour les administrations marocaines.

Donc, si vous achetez ces logiciels, vous avez formé à grand prix des administrateurs et puis après vous aurez les logiciels à peu près comme Excel. Quand vous avez Excel, il y a peu de gens qui utilisent toutes les possibilités d'Excel ou qui utilisent que les 3%. Alors, vous achetez un logiciel très cher et vous ne savez utiliser que les 3% de ses fonctionnalités. J'attire énormément votre attention là-dessus, surtout pour les administrations qui ont du mal à stabiliser, dans un domaine de pointe en plein développement des ressources. Donc, cela je le dis ici comme en France, parce que le même problème se trouve en France.

Sachez aussi que dans le domaine multilingue, et bien parce qu'on a toujours une fascination par rapport aux Etats-Unis.etc , ce sont les sociétés européennes qui sont les plus avancées , je tiens à le dire quand même. Pourquoi ? Parce que les américains ont longtemps cru qu'en parlant anglais on pouvait se balader dans le monde. C'était un peu vrai, mais il faut savoir,

aujourd'hui, qu'énormément de travaux scientifiques même d'innovation, de signaux faibles en matière d'innovation sont faits dans la langue latine. Ma société travaillait beaucoup pour des laboratoires de recherche, et les chercheurs trouvaient énormément d'innovations ou de signaux faibles qui n'étaient pas faits en anglais et hors les européens et du fait qu'on a 23 langues en Europe, on a été confronté au multilinguisme un peu plus tôt que les américains. Il faut savoir que les outils américains sont très bons, dans tout ce qui est recherche et le monitoring, mais tout ce qui est analyse multilingue de l'information, il faut regarder plus tôt vers les sociétés européenne, et donc je vais terminer là-dessus en vous remerciant de m'avoir invité, et en souhaitant que ce colloque permette à chacun de progresser dans la connaissance de ces outils qui sont totalement indispensables pour la compétitivité et en même temps délicats à mettre en oeuvre.